

Colloque « Droit continental, vecteur de compétitivité »
Assemblée nationale – Jeudi 27 octobre 2011

Monsieur le ministre, Jacques Toubon,
Monsieur le président du Conseil économique et social, Jean-Paul Delevoye,
Monsieur le président du Conseil d'analyse économique, Christian de Boissieu,
Monsieur le secrétaire permanent de l'OHADA, Dorothé Sossa,
Monsieur le président, Christian de Baecque,

Mesdames, Messieurs les élus,

Messieurs les professeurs,
Mesdames, Messieurs les représentants des professions,
Mesdames, Messieurs les représentants du monde de l'entreprise,
Monsieur le président, Henri Lachmann,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi de vous retrouver aujourd'hui pour évoquer les atouts et l'avenir du droit continental face aux défis de la compétitivité.

Je veux saluer votre initiative Monsieur le député Sébastien Huyghe, Maître David-Gordon Krief, qui en partenariat avec la Fondation du droit continental, permet de réunir des intervenants de qualité et de tous horizons. Votre présence à cette rencontre, Mesdames, Messieurs, illustre la richesse de notre modèle de droit continental, et son rayonnement.

La valorisation de ce modèle doit beaucoup à l'implication de la Fondation du droit continental, et je veux rendre hommage à cet égard à votre détermination Monsieur le Président Lachmann. Cette influence du droit continental est aussi le fruit de l'action des pouvoirs publics pour encourager et soutenir les projets de coopération juridique, qui franchira une nouvelle étape avec la création du GIP justice coopération internationale, qui remplacera Acojuris dans les prochaines semaines. La Civil Law a dépassé, et depuis longtemps, les frontières des pays de tradition romano-germanique, sans aucun doute cette influence est appelée à croître.

Ce modèle présente d'incomparables atouts dans le contexte de crise économique et financière que nous traversons depuis 2008. La régulation du marché par les seuls acteurs économiques et l'allègement des contraintes juridiques prônés par le modèle

libéral ont montré leurs limites de façon assez brutale. Cette défaillance a conduit à reconnaître, en retour, l'importance d'une régulation par le droit – soulignant à cet égard les avantages du modèle de droit continental.

Ce constat plusieurs observateurs et acteurs du monde économique l'ont établi. Il y a exactement un an, lors de sa conférence sur la politique de la réglementation, l'OCDE soulignait ainsi l'apport essentiel de la réglementation tant à l'efficience des marchés qu'à l'efficacité des gouvernements ; un tel cadre réglementaire est fondamental, écrivait le secrétaire général de l'organisation, « *pour retrouver une croissance plus forte, plus équitable et plus durable* ».

I. C'est un tel cadre qu'offre le droit continental, celui d'un droit écrit qui garantit une meilleure sécurité juridique, celui d'un droit d'équilibre qui concilie liberté d'entreprendre et régulation économique. C'est un modèle juridique attractif aussi parce qu'il répond aux attentes respectives très fortes des citoyens, des entrepreneurs et des opérateurs économiques.

1. Le premier atout du droit continental est de permettre à chacun, individu, entreprise, opérateur du marché, d'agir dans un **cadre de confiance**. Cette prévisibilité des rapports juridiques est évidemment cruciale dans un contexte d'intense compétitivité économique.

Pour nos concitoyens, la régulation juridique est une garantie contre les risques de défaillances des acteurs économiques privés ; l'existence d'un droit écrit et accessible, c'est aussi pour eux la possibilité de mieux connaître et donc faire valoir leurs droits.

Ce cadre de confiance favorise évidemment l'innovation et l'entrepreneuriat autant qu'il encourage l'investissement. Le modèle de droit continental instaure, en effet, un cercle vertueux : écrites et codifiées, les règles juridiques sont à la fois fiables et accessibles, encourageant de ce fait l'initiative économique.

2. A la lumière des expériences récentes, beaucoup d'observateurs critiques se sont départis de leurs idées reçues sur le droit continental, tant il est vrai que sa soi-disant rigidité est une idée fausse.

Le droit continental, en effet, a su s'adapter aux défis du marché – tout en encadrant l'activité économique, nous avons veillé à ne pas faire peser sur les acteurs économiques des contraintes réglementaires inutiles. Nous avons ainsi simplifié les formalités de constitution des entreprises et proposé à nos entrepreneurs de nouvelles formes sociales en phase avec la diversité des situations économiques – que l'on pense par exemple, en France, au statut d'auto-entrepreneur, qui a d'ailleurs inspiré l'OHADA pour la création d'un statut d'entrepreneur inscrit dans l'Acte uniforme relatif au droit commercial général révisé en février 2011.

Nous avons compris, il y a plusieurs décennies déjà, l'importance de cet équilibre entre l'encadrement, nécessaire à la sécurité juridique ainsi qu'à la régulation économique, **et la souplesse**, indispensable à l'activité économique. C'est justement parce que le droit continental repose sur un tel équilibre qu'il est « *vecteur de compétitivité* », comme l'indique très justement le thème de votre colloque.

3. Le second atout du droit continental réside dans ses modes d'élaboration. Conçu par la représentation nationale et interprété par le juge, il bénéficie d'une **légitimité démocratique forte** ; c'est aussi un droit riche qui se nourrit de sources multiples, tout en préservant l'unité des valeurs qui le fondent et sans jamais perdre son identité.

II. Le droit continental est un droit vivant et moderne. C'est un modèle pertinent qui, au fil du temps et à travers la dernière crise, a su démontrer la permanence de son efficacité. **Nous devons continuer à le promouvoir, pour que les garanties qu'il porte puissent se diffuser plus largement encore et bénéficier au plus grand nombre.**

Chacun de vous, en développant des partenariats, des collaborations juridiques, ou en organisant comme aujourd'hui des débats, participe au rayonnement de ce modèle. Je veux vous dire que les pouvoirs publics sont à vos côtés dans cette entreprise, mais qu'ils mènent aussi l'action pour promouvoir ce modèle : depuis ma nomination, j'ai souhaité porter les valeurs de ce modèle auprès de nos partenaires nationaux et internationaux.

1. Défendre le droit continental, c'est évidemment le promouvoir plus largement auprès des instances de la justice internationale.

Il faut bien reconnaître que la Common Law a grandement inspiré la procédure devant les juridictions pénales internationales, même si elles n'ignorent pas certaines traditions civilistes protectrices (la place donnée à la victime, l'existence d'une chambre préliminaire au sein de la Cour pénale internationale en sont clairement inspirées). Je suis convaincu que ces juridictions pourraient encore renforcer leur procédure en empruntant plus largement à la Civil Law : mon récent déplacement à la Cour pénale internationale a d'ailleurs été l'occasion d'évoquer les bénéfices considérables d'une procédure fondée sur la preuve écrite. C'est une garantie supplémentaire bien sûr, mais c'est aussi le moyen de limiter la durée des procédures et bien évidemment leur coût. Chacun admettra, à cet égard, l'apport de notre droit à l'efficacité de la justice, battant en brèche bien des idées reçues.

2. Défendre le droit continental, c'est aussi porter ses principes auprès des organisations qui élaborent le droit international.

Il existe une concurrence très forte entre les modèles juridiques au sein des organisations internationales. Mais elle a aussi convaincu, je pense à la Conférence de la Haye pour le droit international privé (CODIP) : mes échanges avec son secrétaire général ces derniers mois en témoignent. Nous fêtons d'ailleurs à la Chancellerie, il y a quelques semaines à peine, les 50 ans de la Convention « Apostille » élaborée par la CODIP. Par cette convention, la vie de nos concitoyens a été considérablement facilitée : la production d'actes publics à l'étranger n'implique plus des formalités de légalisation, lourdes et souvent coûteuses, mais la simple émission d'une apostille. Cette Convention est d'ailleurs l'une des plus ratifiées au monde.

Cette action de promotion de la Civil Law doit bien sûr aussi être conduite auprès des organisations qui élaborent des modèles de normes. Certains de nos meilleurs experts en droit commercial participent aux travaux de la CNUDCI ou d'UNIDROIT. Les lois types conçues par la CNUDCI, ou les principes définis par UNIDROIT, ont une influence majeure en droit commercial international. Ils ont d'ailleurs vocation à être intégrés directement dans le droit national, pour les Etats qui les retiennent. Je crois indispensable de développer en la matière une véritable stratégie d'influence, la Civil Law offre des garanties en droit des contrats, en droit des sûretés ou de l'insolvabilité qui doivent être valorisées et traduites au sein de ces instruments internationaux.

3. Je veux dire que l'influence du droit continental reste réelle, et particulièrement élevées dans les pays qui aujourd'hui réforment leur justice et leur système juridique.

J'ai pu le constater, en Chine, lors de mon déplacement à Shanghai – depuis plusieurs années, le notariat français a été régulièrement consulté sur les projets de réforme, évidemment sur la loi sur le notariat publiée en 2005 ainsi que sur la loi relative aux biens. Le centre sino-français de Shanghai a constitué un véritable lieu d'échanges et de formation pour de nombreux juristes chinois, qui ont ainsi bénéficié de l'expérience de nos experts grâce aux programmes d'études, de recherche, soutenus par mon ministère et le ministère des affaires étrangères. Je profite de l'occasion pour saluer Benoît Renaud, je ne doute pas, Monsieur le président du Conseil supérieur du notariat, que votre expérience en inspirera d'autres.

Le droit continental constitue un modèle dans d'autres pays d'Asie, et en Afrique bien évidemment. Monsieur le secrétaire permanent de l'OHADA qui est avec nous aujourd'hui peut en témoigner – c'est une dynamique nouvelle que connaît votre organisation aujourd'hui, qui a entrepris la révision de plusieurs de ses Actes uniformes, et a souhaité croiser l'expertise d'éminents universitaires de Civil Law et de praticiens du droit dans l'espace OHADA. Bien sûr, notre droit et notre procédure pénale constitue aussi, aujourd'hui, une source d'inspiration pour tous les pays qui opèrent une transition démocratique, dans le monde arabe en particulier.

Le droit continental offre à tous pays qui le partagent un socle de valeurs communes – en aucun cas, il n'est, comme certains ont voulu le décrire, un modèle rigide. Au contraire chaque pays a pu s'approprier les valeurs de ce droit, sans jamais renier ses spécificités politiques, sa culture ou son histoire.

Défendre le droit continental, ce n'est pas œuvrer à l'avènement d'un modèle unique ou hégémonique. Une telle démarche serait parfaitement contraire à l'esprit de ce droit, qui bien au contraire promeut un pluralisme juridique – nos droits ont tout à gagner à s'enrichir de ces sources. La diversification des sources est une richesse, c'est aussi notre réalité.

C'est en vivant cette diversité de façon ordonnée que nos systèmes juridiques, qu'ils soient de Common Law ou de droit continental, pourront s'enrichir mutuellement.

Je vous remercie.